

Le 28 septembre, lutter encore et toujours pour le droit à l'avortement



Après de nombreuses années de combat, la loi autorisant l'IVG est promulguée en 1975. Cinquante ans plus tard, la lutte pour le droit des femmes et des minoriséEs de genre à disposer de leurs corps n'est pas terminée.

L'inscription de la « liberté » d'avorter dans la constitution ne doit pas nous faire oublier que les budgets austéritaires successifs du gouvernement Macron attaquent concrètement ce droit.

La destruction du service public de santé menace l'accès à l'avortement. Plus de 130 centres IVG ont été fermés en 15 ans, provoquant l'allongement des délais pour y accéder. Ainsi, 5000 femmes sont chaque année contraintes d'aller avorter à l'étranger.

La fascisation et l'avortement

L'union des droites, c'est aussi l'union du néolibéralisme et des extrêmes droites. Aux « coupes budgétaires », il faut ajouter une vaste entreprise de remplacement des espaces féministes par des cadres réactionnaires. Aux portes du pouvoir, le RN n'a pas fait mystère de sa stratégie de dé-financement des organisations de lutte contre les oppressions, le Planning familial et les associations antiracistes en tête. Le but est clair, faire disparaître le mouvement féministe, le mouvement antiraciste, le mouvement ouvrier. Dans le même temps, le lobbying des

associations qui invisibilisent l'avortement et la contraception progresse. Des partenariats avec l'État, allant jusqu'au soutien de la CAF, donnent une nouvelle respectabilité à des structures proches de l'extrême droite. Figure de proue de cette stratégie, l'association Familya, financée notamment par la galaxie Stérin qui après Lyon s'est implantée à Orléans, à Nancy, à Saint-Étienne et dans la Drôme. Le gouvernement multiplie les dispositifs pour assurer l'accueil en visite d'État d'un pape hostile à l'avortement, au point de rediriger les parcours de nos manifestations.

Construire les luttes

Face à l'offensive, des victoires sont possibles. En Gironde, une lutte d'abord locale puis nationale a permis le maintien des subventions pour le Planning familial : 160 000€, une somme cruciale pour le bon fonctionnement de la structure et surtout pour la santé de milliers de femmes de la région. C'est grâce à une mobilisation massive que les bénévoles ont pu arracher cette victoire. Elle doit être le modèle de nos luttes dès maintenant — à commencer par la mobilisation dans la rue le 28 septembre pour faire entendre nos voix et porter nos revendications !

